

Monsieur Pierre DINICHERT
Juge d'Instruction
Palais de Justice
Place du Bourg-de-Four
1204 - G E N E V E

ND/MC

18 décembre 1980

Concerne : décès de Monsieur Alain URBAN

Monsieur le Juge d'Instruction,

Je fais suite à mes lignes du 1er décembre 1980.

Entre-temps j'ai appris que le rapport d'autopsie avait été déposé depuis plus de deux semaines.

Je regrette que vous ne m'en ayez pas fait part, dès lors que m'aviez assuré que je pourrai consulter le rapport d'autopsie dès son dépôt.

Je demande donc formellement que vous laissiez prendre connaissance de ce rapport.

Monsieur Alain URBAN est mort depuis près de six mois et mes mandants sont inquiets, à juste titre, du déroulement de la procédure pénale. Ils ignorent en l'état si vous avez donné une suite favorable aux demandes d'actes d'instructions, notamment d'auditions de témoins, que j'ai formulées, étant précisé, que tout retard dans l'audition des témoins pourrait porter préjudice à l'établissement de la vérité, la mémoire des témoins s'estompant avec l'écoulement du temps.

Ils ignorent aussi si toutes les pièces du dossier médical ont bien été saisies, notamment le cardex (ou dossier infirmiers), document qui est absolument essentiel pour l'établissement des faits.

./.

Compte tenu de la lenteur de la procédure, et plus particulièrement du retard apporté au dépôt du rapport d'autopsie, mes mandants sont en droit de redouter une éventuelle volonté d'enterrer cette affaire.

Ils relèvent que les faits énoncés de la lettre du 25 juillet 1980 que je vous ai adressée ainsi que dans le dossier du 1er décembre 1980 que vous avez reçu ont été transmis également à la Commission des pétitions du Grand Conseil, au Conseil d'Etat par l'intermédiaire du département de la prévoyance sociale, au Conseil de Surveillance Psychiatrique et la Commission d'enquête ad hoc, chargée de faire un rapport sur la crise des institutions psychiatriques et ses solutions.

A ce jour, personne n'a contesté la réalité de nos affirmations concernant la nature et les modalités du traitement qu'elles ont subi URBAN, ainsi que les graves fautes professionnelles dont il a été la victime.

Je relève notamment que Monsieur le Professeur BERNHEIM, lors d'une récente audition de la Commission d'enquête dont il fait partie, n'a opposé à l'ADUPSY aucun démenti quelconque à ce sujet.

En conséquence, mes mandants demandent formellement que vous procédiez à leur audition, que vous les teniez au courant des actes d'instructions qui ont été effectués et de la suite que vous avez donné à leur demande d'acte d'instruction.

Enfin, ils demandent à être consultés quant à la suite à donner à la procédure.

Je vous serais donc obligé de bien vouloir accepter de convoquer mes mandants dès que possible.

Je vous en remercie par avance et vous prie d'agréer, Monsieur le Juge d'Instruction, mes salutations distinguées

Nils de Dardel, Avocat